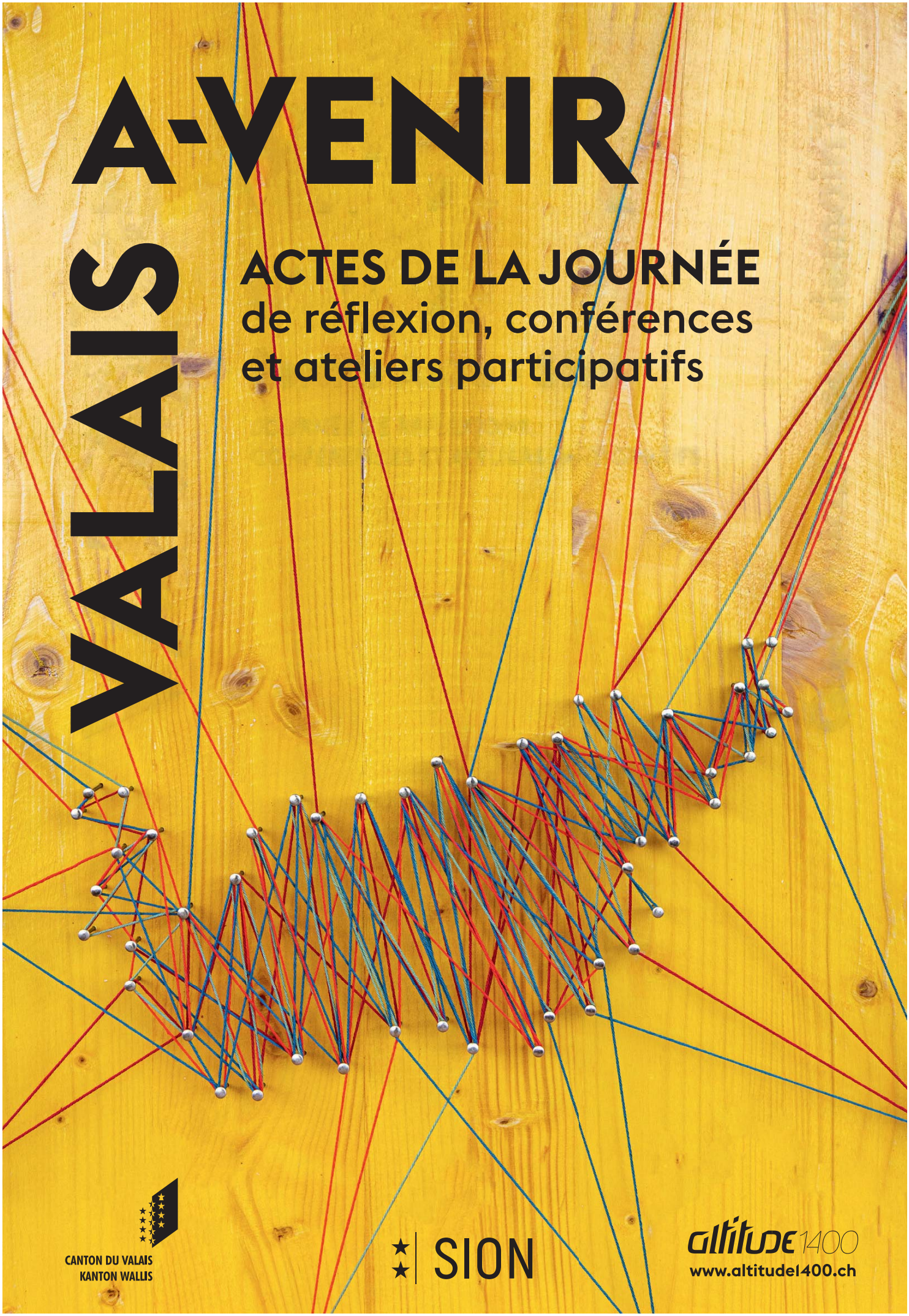
# A-VENIR VALAIS

## ACTES DE LA JOURNÉE
de réflexion, conférences
et ateliers participatifs



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

SION

altitude 1400
www.altitude1400.ch

# ACTES DE LA JOURNÉE
## de réflexion, conférences et ateliers participatifs

DU 16.11.19 À LA FERME-ASILE / SION

# SOMMAIRE


**1. INTRODUCTION** 5

**2. TABLES RONDES** 6
- 2.1 Mobilité & qualité de vie - *Vincent Pellissier & Lucien Willemin* 7
- 2.2 Économie & formation - *Bertrand Ducrey & Stéphanie Cristo* 10
- 2.3 Territoire & gouvernance - *Éric Tilbury & Laurence Vuagniaux* 14
- 2.4 Société & culture - *Laurent Matthey & Daniel Rossellat* 18
- 2.5 Synthèse des tables rondes 23

**3. ATELIERS** 24
- 3.1 World Café 25
- 3.2 Solutions retenues 31
  - 3.2.1 Montagne 32
  - 3.2.2 Coteaux 33
  - 3.2.3 Plaine 34
  - 3.2.4 Ville 35
  - 3.2.5 Top 3 36

**4. CONCLUSION** 38

# INTRODUCTION

Suite au refus populaire, en juin 2018, d'organiser les Jeux olympiques d'hiver «Sion 2026», il a souvent été entendu que ce refus représentait un frein important au développement et à la croissance du Valais. Si l'effervescence et les promesses de la campagne ont aujourd'hui disparu, il est temps de questionner l'évolution territoriale, économique ou encore culturelle du canton et de définir les axes de développement qui permettront d'assurer un cheminement harmonieux. L'association altitude 1400 a ainsi organisé une journée de réflexion, conférences et ateliers participatifs sur l'A-venir du Valais le 16 novembre 2019, à la Ferme-Asile de Sion.

Les interrogations sur le Valais de demain ont mûri au sein de l'association. Au travers de la journée intitulée «Valais A-venir: quel Valais pour demain?», l'association a mis sur pied une journée de réflexion participative sur l'avenir du Valais et sur les grands projets de développement de notre canton.

La matinée s'est déroulée avec la présence de plusieurs intervenant-e-s, sous la forme de quatre tables rondes, articulées autour des thèmes suivants: mobilité & qualité de vie, économie & formation, territoire & gouvernance, société et culture

L'après-midi fut l'occasion de réfléchir, au travers d'ateliers participatifs, aux thèmes évoqués le matin, afin de construire ensemble le Valais de demain.

Le présent document se veut une synthèse reflétant et regroupant les pistes de réflexion évoquées au fil de la journée. Ce document de travail sera à disposition des mondes économique, politique ou encore associatif, afin d'intégrer au quotidien les idées évoquées en commun.

# TABLES RONDES

La matinée s'est déroulée autour de quatre tables rondes articulées autour des thèmes et avec les intervenant-e-s suivants:

**MOBILITÉ & QUALITÉ DE VIE**
Vincent PELLISSIER,
chef du service cantonal de la mobilité
& Lucien WILLEMIN
fondateur de La Chaussure Rouge

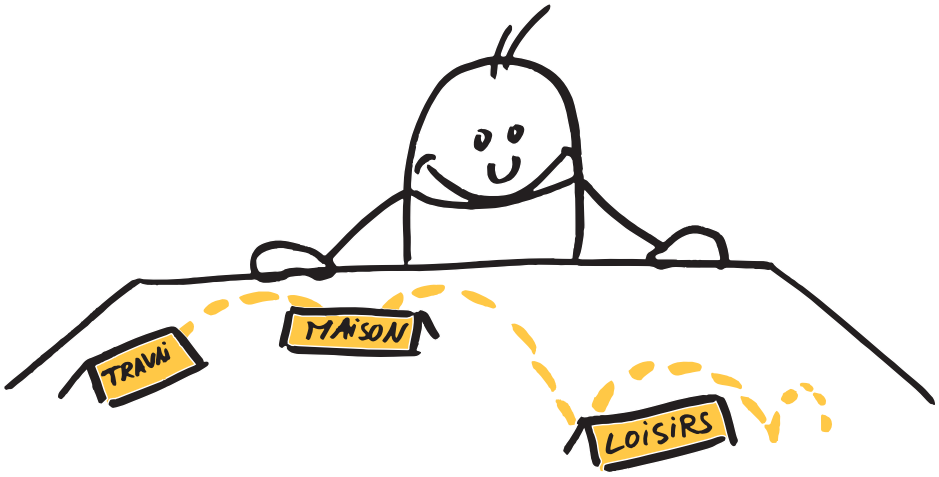
**ÉCONOMIE & FORMATION**
Bertrand DUCREY,
CEO de Debiopharm
& Stéphanie CRISTO
collaboratrice scientifique au département de l'économie et de la formation

**TERRITOIRE & GOUVERNANCE**
Éric TILBURY
responsable de la filière architecture
de la HES Fribourg
& Laurence VUAGNIAUX
cheffe de projet stratégie et management
au SANU

**SOCIÉTÉ & CULTURE**
Laurent MATTHEY
Professeur au département géographie et environnement de l'Université de Genève
& Daniel ROSSELLAT
fondateur et président du Paléo Festival

# MOBILITÉ

# QUALITÉ DE VIE




Comment la mobilité peut-elle décloisonner le Valais, et l'ouvrir sur le monde; pour oublier le clivage plaine/montagne, services & technologies/agriculture & industrie; actifs & étudiants/retraités, en quoi peut-elle améliorer notre cadre de vie?

Qu'entend-on par la qualité de vie, sur quels facteurs agir pour la construire, de quoi est-elle constituée, est-ce une notion objectivement quantifiable ou totalement subjective?

## Vincent PELLISSIER

Chef du service cantonal de la mobilité
Ingénieur GC spécialisé en mobilité
Économiste

Si l'on consulte les statistiques de l'OFS, nous sommes à un changement de paradigme sur les questions de mobilité. En effet, selon la statistique de possession d'un permis de conduire selon le sexe et l'âge, ils étaient 71% en 1994 à posséder un permis de conduire, ils ne sont plus que 59% en 2010, soit 12% de moins en 16 ans.

Ce constat, mettant en avant un nombre décroissant de détenteurs du permis de conduire dans la tranche d'âge de 18 à 24 ans, n'est pas anodin et donne matière à poser un regard différent sur notre manière de nous déplacer, avec une interrogation sur les infrastructures de transports à entretenir ou à construire à l'avenir. Dans le domaine touristique, certaines stations ont franchi le pas, en offrant une destination sans voiture. Le cas le plus célèbre est celui de Zermatt, destination majeure, qui a rapidement misé sur une interdiction des véhicules individuels motorisés et n'hésite pas à en faire un véritable atout. Si l'on compare cette station à Champex-Lac, où la voiture est très présente, et Belalp-Blatten, qui offre une destination sans voitures, on hésite peu quant au choix de la destination. Il va sans dire qu'aujourd'hui le «tout à la voiture» n'est plus ce que souhaite la société et l'évolution sociétale va vers un choix de consommation responsable de la mobilité. Par conséquent, ce changement de paradigme est à prendre en compte dans les millions investis dans l'entretien des infrastructures existantes tout comme dans la construction de nouvelles infrastructures. Afin de répondre à l'évolution sociétale en matière de mobilité, l'entretien des réseaux existants doit être revu. On doit opérer un basculement technologique, afin d'investir dans l'intelligence plutôt que dans l'infrastructure.

**«Avant d'investir des millions dans l'entretien d'infrastructures, il faut prendre en compte le changement de paradigme qui s'opère en matière de mobilité.»**

## Lucien WILLEMIN

Auteur, conférencier
Fondateur de La Chaussure Rouge
Formation bancaire / Ancien directeur des achats dans l'horlogerie / Ancien promoteur immobilier, co-créateur de concepts d'habitations écologiques

Focalisés sur le réchauffement climatique, nos programmes politiques nationaux visent à réguler l'énergie consommée afin de réduire les rejets de $CO_2$. Des propositions sont ainsi lancées pour inciter la population à renouveler certains biens de consommation, sous prétexte que les vieux modèles sont plus énergivores: «changer pour économiser». C'est notamment le cas dans le secteur automobile, où l'État encourage à acheter des véhicules neufs. Ainsi, pour baisser notre consommation d'énergie «ici», nous sommes invités à augmenter notre consommation de matériel. Écologiquement parlant, est-ce vraiment cohérent?

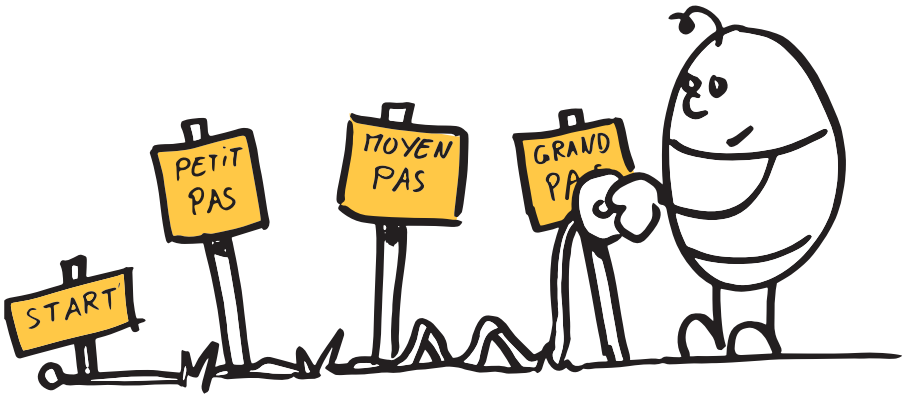
Si l'on ouvre à une approche plus globale, des incohérences, voire des actions qui vont à l'encontre du but recherché, peuvent être mises en lumière. En effet, la fabrication d'un véhicule induit la consommation d'importantes quantités d'énergie grise (rejet $CO_2$), engendre des déforestations et génère des rejets de substances toxiques dans l'eau, l'air et les sols. Or cette pollution chimique du vivant, contrairement au $CO_2$, ne peut pas être compensée par l'utilisation de l'objet. Effectivement, les dégâts engendrés par cette pollution-là sont irréversibles, on a beau parcourir des millions de kilomètres avec la même voiture, il n'est pas possible de revenir en arrière.

Ainsi, acheter un véhicule neuf, c'est acter un empoisonnement supplémentaire du vivant quelque part sur la planète. Plus on fabrique, plus on empoisonne le vivant et plus on affaiblit les forêts primaires donc la biodiversité mondiale. Dès lors, réduire la quantité d'objets fabriqués sur cette planète semble notre meilleure chance de sortie... tout l'inverse des politiques actuelles!

**«Les programmes d'encouragement à changer de véhicule créent des incohérences en exportant la pollution ailleurs.»**

# ÉCONOMIE

FORMATION




**La formation et l'économie sont imbriquées de plus en plus étroitement dans de nombreux domaines métiers. Comment former de jeunes adultes qui trouvent leur place dans la vie active? Comment la formation peut-elle devancer l'évolution technologique?**

**Comment garder l'esprit d'innovation sans subir le «dictat» de l'économie? L'économie peut-elle être intégrée sous une approche différente du commerce dans nos formations? Les formations prennent-elles en compte l'économie dans toutes ses dimensions?**

## Bertrand DUCREY

Pharmacien, Ph.D. en Sciences Pharmaceutiques
CEO Debiopharm International, Lausanne
Co-Président Debiopharm Research and Manufacturing, Martigny

En zoomant sur une gravure de la ville de Sion au Moyen-âge, on aperçoit l'Hôpital asile et sa ferme: un des premiers écosystèmes de santé.

Le Valais est le deuxième canton, après Bâle, à posséder une activité technologique de grande complexité. Le Valais est ainsi à la pointe en matière de complexité technologique. Cependant, en Valais, ce sont plutôt des sites de spécialisation qui se développèrent, comme celui de la Lonza à Viège, alors qu'ailleurs dans le monde, on développe de grands écosystèmes. On sait que l'innovation est fragile et qu'elle est favorisée, notamment, par la facilitation du partage de savoir-faire et de développement en décloisonnant les «silos» sur un même site (écosystème), comme à BiotechBay ou Genetown. La présence des industries sur le même site que la recherche académique est favorable au développement de l'innovation, lequel profite tant aux industries qu'à la formation. Et ces sites pourraient être implantés au cœur des régions où le savoir-faire est déjà présent, comme en Valais. Mais pour cela, il faut casser le clivage entre les sphères publiques et privées, en acceptant de développer ensemble. La réalité est bien loin de cela.

Les politiques publiques sont utiles au développement des industries et des savoir-faire. Les sociétés industrielles apportent leurs connaissances et leurs rayonnements qui sont utiles à la formation, comme à la recherche. La collaboration entre l'économie et la formation est intéressante pour tous. Il faut cependant qu'elles partagent une véritable vision commune d'un avenir souhaitable à atteindre, ce qui est loin d'être le cas dans les faits.

**«L'innovation est fragile, mais facilitée par le partage de savoir-faire.»**

## Stéphanie CRISTO

Collaboratrice scientifique à l'État-major du DEF
Représentante du campus Energypolis

Comment la formation peut-elle soutenir, voire devancer les besoins de l'économie? La solution réside dans l'alliance de l'excellence dans la formation et la recherche aux besoins des acteurs économiques. Plusieurs projets démontrent l'importance de cette collaboration et ont élaboré des solutions concrètes. C'est le cas du Campus Energypolys, qui réunit des chercheurs de la HES et de l'EPFL sous un même toit et ceux-ci travaillent ensemble autour de projets communs. Le Campus Energypolis a pour objectif de créer une chaîne de valeur complète, autrement dit, d'accompagner le développement d'une idée de A à Z, de la recherche fondamentale à la mise sur le marché de solutions audacieuses. Il allie l'excellence de la formation et de la recherche au savoir-faire des entreprises pour faire rayonner le Valais au-delà de ses frontières. À terme, le Campus Energypolis regroupera sur un même site plus d'un millier de personnes. Energypolis est un premier pas concret vers cette collaboration entre économie et formation.

**«Créer une chaîne de valeur complète, c'est partir du développement d'une idée à sa mise sur le marché.»**

## ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

### FORMATION ET ÉCONOMIE, QUELLE PRIORITÉ?

La question ne peut être ainsi résumée. Les imbrications sont trop importantes, pour définir laquelle doit être priorisée. Pour rappel, on estime que 65% des enfants auront un métier qui n'existe pas encore aujourd'hui. Des emplois ne vont pas disparaître, les formations ne seront pas caduques, mais les compétences seront différentes. Ainsi, la formation ne doit pas être orientée économie, elle doit être orientée société.

### PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ (PPP)

Comment parvenir au final à un «PPP»? Celui-ci fonctionne très bien dans le domaine de la formation professionnelle, où la partie théorique est amenée par des cours gérés par les pouvoirs publics et où la partie pratique est donnée en entreprise. Il existe naturellement d'autres leviers pour «encourager» ce type de partenariat et la question du financement peut en faire partie. Si en Suisse 80 à 90% des financements en matière de recherche universitaire proviennent de fonds publics, en Amérique du Nord, la proportion est inversée. Cette situation contraint les professeurs à sortir de leurs laboratoires, pour aller à la rencontre d'éventuels investisseurs, autrement dit à la rencontre de l'économie.

### VISION D'AVENIR

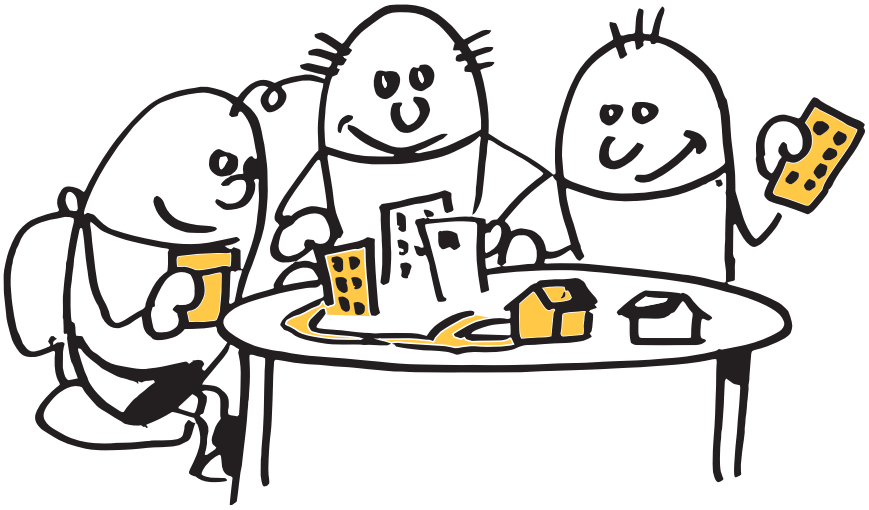
Pour un gouvernement, il est essentiel de se concentrer sur l'avenir et sur la manière dont ces écosystèmes peuvent être créés, encouragés, voire soutenus. Mais il ne faut pas confondre l'objectif à atteindre et les moyens pour y parvenir. La mise en place d'Energypolis est particulièrement réjouissante. Mais il ne s'agit là que d'un outil en vue d'un objectif qui doit être plus global, pour une vision permettant une véritable synergie entre économie et formation. Construire et lancer Energypolis, c'est bien, mais ça ne doit pas être un aboutissement, il faut maintenant utiliser ce formidable outil.

## CONCLUSION DE LA THÉMATIQUE

Le Valais a pris, voilà fort longtemps, l'option de sites spécialisés. Or, le risque d'un travail en «silos» est aujourd'hui potentiellement dommageable tant au monde économique qu'à celui de la formation. Les synergies entre la recherche fondamentale et la mise en œuvre pratique de celle-ci représentent une plus-value devenue essentielle. Le développement d'Energypolis s'inscrit dans cette optique et tend à montrer que le Valais tente de prendre ce virage vers un changement de paradigme.

# TERRITOIRE

GOUVERNANCE



**Développer un territoire en soi limité, où tout le monde trouve sa place et peut s'épanouir dans le respect des lois et des générations futures: services, consommation, culture, loisirs, préservation du territoire, sécurité, en totale transparence.**

## Éric TILBURY

Architecte dipl. EPFL
Ancien chef de projet au Service du développement territorial du canton de Vaud

L'humilité est une notion essentielle en matière d'urbanisme ou d'architecture. En effet, travailler dans ces domaines a des implications très concrètes sur le territoire et une simple gomme ne suffit pas pour remédier à d'éventuelles erreurs. Les tâtonnements ou hésitations ont donc un impact qui ne peut être négligé. Il faut pouvoir s'adapter et oser modifier ses plans et ses projets initiaux si l'on se rend compte que les options choisies ne donnent pas les résultats attendus.

La capacité de résilience doit permettre aux architectes et urbanistes de transformer les problèmes rencontrés en véritables opportunités. Admettre que l'on ne «sait pas» ou qu'il existe un certain degré d'incertitude dans un projet n'est en rien une preuve de faiblesse, bien au contraire.

Dans la même tendance, il est évidemment essentiel de tenir compte des éléments tangibles d'un territoire, les cours d'eau, la végétation, la géologie ou encore le patrimoine bâti existant; mais plus important encore, il s'agit de comprendre et cerner le «Genius loci» («l'esprit du lieu») de ce même territoire. Les cultures, les habitudes ou encore les traditions locales doivent être appréhendées pour connaître les éléments intangibles d'un territoire. Cette approche permet également de replacer l'humain au cœur des débats et discussions.

**«L'humilité et la flexibilité doivent rester les qualités premières des architectes et urbanistes.»**

## Laurence VUAGNIAUX

Géographe, diplômée en développement urbain durable, gestion des ressources et gouvernance
Cheffe de projet stratégie & management, SANU

Le système de gouvernance en Suisse est souvent plus complexe que les trois «échelons» territoriaux appris à l'école: Confédération, cantons et communes. Ainsi, il existe encore des échelons intermédiaires: districts, agglomérations ou encore régions. Mais l'on oublie souvent les collaborations intercommunales aux formes géographiques diverses et variées. Le territoire est indissociable des différentes formes de gouvernance.
La question devrait se poser sous un autre angle: «Quelle gouvernance devrait être mise en place pour quel type de projet?» Ainsi, fusionner des communes ne répond pas nécessairement à certaines problématiques (comme un besoin de collaboration très élargi sur certaines thématiques complexes). Tout comme une collaboration intercommunale accrue ne résout pas la délicate thématique du renouvellement des autorités communales.

Ainsi, il semble illusoire de définir un ou des échelons territoriaux répondant à tous les besoins. Dès lors des géométries géographiques et des formes de gouvernance variables doivent pouvoir être instaurées, au cas par cas.

Enfin, un échelon est trop souvent «oublié», celui qui doit relier les communes aux citoyen-ne-s. Alors que la population se sent toujours plus déconnectée des autorités, la participation est un excellent moyen pour proposer une alternative au principe d'opposition comme seul moyen d'expression. Ces processus participatifs ou conseils de quartiers sont d'excellents moyens pour intégrer la population et lui permettre de prendre part aux décisions qui la concernent.

**«On ne peut dissocier territoire et type de gouvernance.»**

## ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

### PARTICIPATION

Il reste souvent difficile d'admettre la critique et certaines professions, comme celles d'architecte ou d'urbaniste, ont été habituées à décider sans devoir expliquer ou convaincre. Cette période est révolue et il est essentiel de former les futures générations dans ce sens d'écoute, de participation, d'intégration, de débat et de discussions. Plus les outils participatifs se développeront, plus la population s'habituera à y prendre part et se sentira intégrée et plus les acteurs décisionnels percevront la population comme un partenaire et non comme une opposition.

### NOUVELLE STRUCTURE OU TRANSVERSALITÉ «NATURELLE»

Le Valais est habitué à des formes moins formelles de débat ou de participation. Sa population aime à débattre, souvent de manière plus spontanée, au café ou en Assemblée primaire. Il faut néanmoins trouver les clefs pour prendre réellement en compte ces idées ou propositions. Par ailleurs, sans formalisme excessif, ces échanges et discussions se mènent largement hors du cadre institutionnel imposé: entre villes de taille identique, au-delà de frontières régionales, cantonales, voire internationales. Certaines formes de transversalité existent ainsi de manière naturelle, sans qu'un cadre formel soit nécessaire, ce qui les rend d'autant plus flexibles et efficaces.

### PYRAMIDE DES «POUVOIRS»

Les pyramides institutionnelles partent généralement de l'exécutif fédéral et descendent jusqu'aux citoyen-ne-s. La question d'inverser ces pyramides pourrait conduire à une meilleure implication de la population, en lui montrant qui détient au final le pouvoir décisionnel, en particulier dans une démocratie semi-directe comme la nôtre.

## CONCLUSION DE LA THÉMATIQUE

Quel que soit le projet à réaliser, il y a lieu de s'organiser, de planifier les différentes étapes, et donc de trouver la meilleure organisation en la matière, en se posant notamment les questions suivantes:

- Cette organisation doit-elle rester figée?
- Le projet «entre-t-il» dans un organigramme existant ou serait-il judicieux de mettre sur pied un organigramme propre à ce projet?
- Le projet est-il suffisamment flexible pour s'adapter au fil du temps?

Ainsi, en considérant les citoyen-ne-s comme des partenaires du projet, leur adhésion en sera nécessairement plus importante.

# SOCIÉTÉ

# CULTURE

**La culture peut être un lien social très fort. Elle est également le reflet des valeurs d'une société. Dans le partage d'une culture, les individus s'identifient à un groupe, développent leur sentiment d'appartenance.**

**Comment développer les synergies pour que toutes les générations puissent participer et se nourrir de la culture tout en la nourrissant à leur tour pour la transmettre aux générations futures?**

## Laurent MATTHEY

Docteur en géographie
Enseignant et chercheur à l'université de Genève
Recherches dans les domaines des politiques urbaines, des paysages urbains et des nouvelles modalités de l'urbanisme

La mobilité a tellement évolué au fil des ans, qu'elle est passée du prestigieux statut de ressource, voire de solution, à celui générant des problèmes. Notre hypermobilité ne va pas sans poser un certain nombre de questions: vivre à un endroit, travailler dans autre canton, consommer de la culture dans un troisième canton, cette situation doit nous interroger; et si l'on ralentissait un peu? Quand on pense à la culture, on imagine souvent un événement spécifique. C'est naturellement vrai, mais pas que. En effet, la culture, c'est aussi notre quotidien, ce qui nous fait vivre ensemble, jour après jour. Les vendanges sont un très bon exemple d'un élément culturel, mené en commun. Le Valais a longtemps été pionnier dans cet aspect collectif. Les bisses sont un parfait exemple d'une gestion collective d'une ressource commune, qui a abouti à une refonte du paysage et, au final, a créé une attractivité économique et touristique.

Il y a lieu de trouver des formes modernes de gestion collective, comme des logements coopératifs, qui permettraient d'accueillir des activités culturelles. Mais pour cela, il faut anticiper et planifier des espaces culturels dès l'élaboration d'un plan de quartiers.

**«Il faut coupler à nouveau les espaces de vie, de travail ou de culture, pour ne pas créer plus de mobilité.»**

## Daniel ROSSELLAT

Animateur socio-culturel,
organisateur d'événements culturels
Fondateur et président du Paléo Festival de Nyon
Syndic de la ville de Nyon

Les villes sont de véritables laboratoires pour la mise en œuvre de décisions prises à un échelon supérieur. En ce sens, Paléo, grâce à son côté éphémère, permet de mener des tests grandeur nature et de corriger, voire améliorer le fonctionnement de la «ville Paléo», année après année. Dans une ville «permanente», ces corrections, parfois mineures, mais parfois d'ampleur, sont beaucoup plus difficiles à apporter. Paléo est une ville de 50 000 habitant-e-s, qui fleurit durant 6 jours, à cheval sur cinq communes et les terrains de plus d'une vingtaine d'agriculteurs.

Une commission d'urbanisme est par ailleurs en place depuis des années, dont l'objectif est d'éviter de simplement «agrandir» Paléo, ce qui conduirait immanquablement à créer des banlieues. Cette commission nous permet de développer des quartiers différents, ayant chacun sa personnalité propre. Cette commission est composée de personnes non professionnelles. Chaque membre peut ainsi amener une dimension culturelle, sociale ou encore de sécurité pour cet espace public éphémère.

**«La ville éphémère de Paléo est un formidable laboratoire à idées.»**

## ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

### PARTICIPATION ET PARTAGE DE VALEURS

Une démarche participative, c'est au final faire parler les gens. Cette démarche peut être très formalisée, mais pas nécessairement; elle peut être beaucoup plus spontanée. Il n'y a pas besoin d'un cadre strict pour échanger et se rencontrer.

Une charte des valeurs est ainsi un excellent moyen de s'assurer des valeurs partagées ou non à l'échelle d'un quartier, d'une commune ou même d'un immeuble. Ainsi, Paléo dispose par exemple d'une charte sonore, impliquant des zones de concert avec une intensité correspondante, et des zones plus calmes, visant à permettre une certaine décompression et favorisant les rencontres et la convivialité.

Un événement véhicule aussi de la convivialité et pour beaucoup de personnes, venir à Paléo, c'est partager des moments et une ambiance globale et pas seulement écouter un ou plusieurs concerts.

### RENFORCEMENT ÉPHÉMÈRE AU TRAVERS D'UN FESTIVAL

Un festival, c'est un peu la revanche culturelle des petites villes ou de certaines régions face aux grandes villes. Un événementiel génère, de manière éphémère, des émotions importantes et ce rythme ne peut être tenu tout au long de l'année dans des villes petites ou moyennes. On rééquilibre ainsi le territoire, le temps d'un festival ou d'un événement. Par ailleurs, cet appel d'air provisoire conduit également à un enracinement culturel.

### LA CULTURE COMME FACTEUR D'IDENTIFICATION À UN LIEU

Dans un contexte où la mobilité devrait idéalement être revue à la baisse, avoir une offre culturelle dans sa région est évidemment essentiel. «Boulot – dodo» ne suffit plus pour s'identifier à un lieu. En ce sens, l'offre culturelle (p. ex. des musées) ne doit pas se contenter d'horaires dont seuls les touristes ou les personnes au foyer peuvent profiter.

Le Valais fait beaucoup, mais son territoire est tellement étendu que l'offre culturelle est ainsi très éparse. Par ailleurs, il ne suffit pas de «produire» de la culture, partie visible de ce domaine, mais également d'avoir à disposition suffisamment de salles de répétition ou de stockage. Renforcer la culture en Valais ne doit pas empêcher nos artistes de bouger ni de puiser de nouvelles sources d'inspiration hors canton.

## CULTURE VALAISANNE

Quand on pense à la culture japonaise, on pense également au sumo (culture sportive et traditions) et aux sushis (culture gastronomique). Ainsi, le Valais ne doit pas renier sa culture vinicole ou sa tradition fromagère. Il serait tout aussi faux de tomber dans une forme d'élitisme culturel que de se contenter de sa culture traditionnelle. C'est bien l'équilibre entre tradition d'une part et audace et innovation de l'autre qui doit être trouvé.

## BUDGET

Le budget culturel a souvent de la peine à être perçu comme un investissement pour une commune ou une région. Et pourtant, cette ligne comptable devrait être comprise avec une dimension sociale pour favoriser les rencontres ou encore une dimension de notoriété (et donc touristique et économique).

# SYNTHÈSE DES TABLES RONDES

Le Valais avance, change, évolue, se diversifie, se dynamise. Qu'il s'agisse de changements de paradigmes ou d'évolutions plus modestes, un simple accompagnement semble bien insuffisant. Au fil de ces ateliers et des différentes interventions, il apparaît comme nécessaire d'anticiper les grandes orientations de notre canton, de savoir où l'on souhaite aller, de définir l'A-venir du Valais.

Les collaborations qui doivent naître ou, pour certaines, se renforcer, vont nécessiter du temps et de l'énergie. Imaginer le Valais des 20, 50 ou 100 prochaines années ne peut être une activité menée en solitaire. Elle implique d'intégrer différentes pensées, différentes approches et différentes visions du Valais de demain. Mais il est surtout essentiel d'inclure tous les domaines essentiels à cette construction future.

L'A-venir du Valais passe par un savant mélange entre les mondes politique, économique ou encore académique, mais également par les domaines associatifs, culturels ou environnementaux. La participation et une implication marquée de la population sont également des facteurs de succès d'une démarche qui se doit d'être aussi populaire qu'officielle.

Cette conclusion a inspiré le travail en atelier.

# ATELIERS

## CO-CONSTRUIRE LE VALAIS DE DEMAIN

## WORLD CAFÉ

Dans un premier temps, le public a participé à un World Café. L'objectif de ce dernier est de brasser l'information et les idées, de façon à ouvrir le champ des possibles pour chacun. Nous définissons ce moment comme une période d'émergence: il ne s'agit ici pas de décider ou de se mettre d'accord, mais bien de laisser chacun partager ses connaissances et ses idées.

Trois questions sont posées aux participants, répartis par groupe de 5 ou 6 autour de tables individuelles recouvertes de nappes en papier. Entre chaque question, les participants se mélangent en changeant de tables, afin de générer le brassage d'idées souhaité. À chaque tour, une personne dédiée à chaque table appelée «mémoire» leur restitue le contenu des discussions précédentes, avant que le groupe ne réponde à la nouvelle question.

Dans un World Café, les participants peuvent utiliser la nappe en papier pour écrire des idées, des informations et faire des schémas.

Dans les pages suivantes, vous trouverez un résumé de ce qui a été collecté, autant dans le petit résumé fait par la personne mémoire en fin d'atelier que des éléments écrits sur les nappes.

Les trois questions auxquelles les participants ont répondu sont les suivantes:

- Quels sont les défis qui attendent la région (montagne, coteaux, villes, plaine)?
- Quelles sont les solutions existantes ou envisageables?
- Quels seraient les bénéfices en regard des objectifs du développement durable?

# MOBILITÉ

- Difficulté à connecter les régions: il s'agit de savoir comment l'usager va descendre du coteau, se déplacer en plaine et arriver en ville. Une vue d'ensemble générale est nécessaire, et probablement que les spécialistes sont plus à même de penser ces projets.

- Ces mêmes projets nécessitent une forte collaboration entre de nombreux acteurs (sociétés de transport public, communes, agglo, politiques fiscales sur les véhicules).

- L'augmentation de la mobilité n'a pas été perçue comme une solution. Il s'agit plutôt de trouver des moyens pour moins bouger, créer de l'emploi, des services et du lien social, à proximité de là où on habite.

- Une fois de plus, favoriser la mobilité douce, les pistes cyclables, les chemins de promenade a été très présent dans les débats.

- «Qui sème la mobilité récolte les bouchons» a été une phrase citée par Vincent Pelissier.

- La mobilité des enfants a également été évoquée: doivent-ils être dès leur plus jeune âge transportés loin de chez eux pour étudier? Doit-on favoriser et conserver des écoles locales?

- La mutualisation a été peu évoquée en ce qui concerne les déplacements en plaine.

- Créer une autoroute à vélo de bout en bout du Valais, comme signal fort en faveur de la mobilité douce (et la finir avant l'autoroute à voiture:)

- Penser la gare multimodale: on y arrive en vélo, on repart en train, on saute ensuite dans un bus et on finit en voiture en car-sharing.

# AGRICULTURE

- L'agriculture est également perçue comme une problématique difficile à aborder: c'est la confédération qui gère cette politique et l'oriente grâce à un système de subventions. De plus, il s'agit de privés dont on ne peut pas changer l'activité d'un claquement de doigts.

- La notion de monoculture a été principalement perçue et citée pour la vigne, mais il semble difficile de changer l'affectation des terrains qui lui sont consacrés: qualité des sols, pollution des sols, terrasses.

- Diriger l'agriculture vers un modèle plus diversifié (permaculture) et bio s'est imposé comme une évidence, avec des questionnements sur le cuivre supplémentaire nécessaire pour la vigne.

- Dépolluer rapidement les sols

- Penser et développer une agroforesterie nourricière (vergers-forêts), de production de bois local pour la construction écologique et comme espaces naturels, en réponse à la monoculture des vignes.

- Rapprocher l'alimentation du citoyen avec de l'agriculture périurbaine a été une idée forte, qui non seulement diminue les trajets nécessaires, mais permet au citoyen urbain de se reconnecter plus facilement avec son environnement naturel.

# ÉDUCATION

- Apprendre des matières ayant trait au quotidien et façon de vivre, et pas uniquement des compétences techniques au service de l'industrie et de l'économie, est revenu dans les débats du matin et de l'après-midi.

- Se reconnecter avec la nature semble important.

- La question s'est posée ainsi: faut-il laisser plus de temps pour jouer aux enfants (avec le risque que ce soit devant un écran) ou au contraire leur offrir du temps de jeu, de découverte (de la nature) et de curiosité dans le cadre scolaire, peut-être plus en lien avec les horaires des parents?

# CIVILITÉ

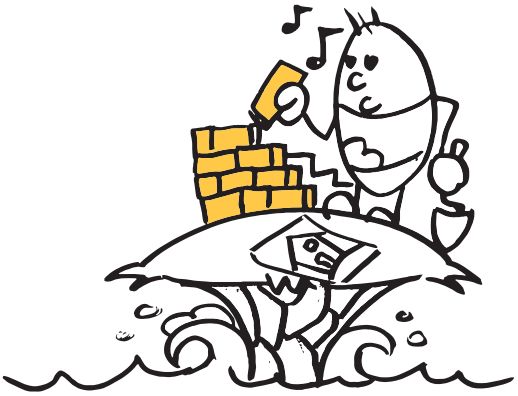
- Remplacer le service militaire par un service à la population s'appuyant sur les axes sociaux et écologiques a été brièvement énuméré

# ÉNERGIE

- Le développement des énergies solaires sur les équipements collectifs, comme modèle de société.

- Une taxe sur la consommation d'énergie sous la forme de quotas ou de tarifs progressifs a rencontré la barrière des moyens financiers: seuls ceux qui ont de l'argent auront les moyens d'isoler leurs maisons, et si l'on ne fait pas attention cette isolation se fera avec des matériaux polluants comme la laine de verre.

# URBANISME



- L'absence d'écoquartiers a été pointée du doigt.
- Penser le quartier comme autosuffisant, en y ajoutant des espaces de travail, des commerces et des offres de loisirs pour minimiser les déplacements nécessaires.
- Sortir impérativement du tout-béton, industrie polluante par-dessus tout. Favoriser et subventionner les matériaux de construction locaux et écoresponsables.
- Favoriser la nature en ville, partout.
- Bloquer dès à présent les surfaces à bâtir, et densifier (pas seulement en ville).
- Penser la correction du Rhône pas seulement en termes de sécurité, mais également de vie, comme un espace naturel à disposition des valaisans.

## SOLUTIONS RETENUES

Dans un second temps, les participants sont invités à se répartir sur quatre tables thématiques pour approfondir les sujets par région: la montagne, les coteaux, la plaine et la ville.

Ils sont invités à faire converger leurs discussions vers des solutions concrètes, argumentées selon un canevas reprenant la description d'un projet, ses avantages et ses inconvénients.

Après 45 minutes, un porte-parole par table a présenté le résultat de chaque groupe en affichant sur une carte du canton les pistes de réflexion à creuser pour l'avenir. À l'issue de toutes les présentations, chaque participant s'est vu confier 5 petits auto-collants pour signaler les idées qui lui semblaient les plus intéressantes, les plus nécessaires ou les plus réalistes. C'est le résultat de ces délibérations, classé par ordre de pertinence, que vous retrouvez dans les pages suivantes.

D'une façon générale, les solutions qui obtiennent le plus d'adhésions sont simples à mettre en place et ne nécessitent pas de lourds investissements. C'est un phénomène que l'on retrouve souvent en consultation populaire: même s'ils souhaitent parfois des changements radicaux, les citoyens ont bien compris que les collectivités publiques n'ont pas des moyens pharaoniques et finissent presque toujours par proposer des projets simples.

Ils ont aussi besoin de mesurer la capacité des politiciens à répondre à leurs sollicitations et préfèrent ne pas mettre la barre trop haut, pour tester. Tristan Rechid, spécialiste français sur la démocratie participative, affirmait qu'il ne fallait jamais s'étonner si le premier projet qui sortait était de simplement «ramasser les crottes de chien».

# 〉MONTAGNES

- **ÉNERGIE/BIODIVERSITÉ**
  Diminuer la pollution lumineuse en coupant ou diminuant l'éclairage public. Une expérience de ce type a été tentée dans le Val d'Anniviers en collaboration avec Philippe Genoud, avec succès.

- **MOBILITÉ** - Créer des arrêts de co-voiturage. Comme des arrêts de bus, avec une place pour s'arrêter, pour favoriser le co-voiturage et rassurer les usagers. Un pas pour réhabiliter l'auto-stop pour aller plus loin: concevoir une application pour faciliter le co-voiturage, à l'instar de Blablacar, spécialement destinée aux habitants des villages de montagne, non desservis par les transports publics.

- **MOBILITÉ** - Gratuité des transports publics en montagne. Pour rejoindre la plaine ou les coteaux. Éventuellement que pour les locaux.

- **TOURISME VERT** - Valoriser le tourisme et l'agriculture en encourageant les paysans à se connecter au tourisme, à développer son offre dans ce sens et à s'appuyer sur un tourisme vert.

- **ÉDUCATION/SOCIAL** - Maintenir les écoles dans les villages de montagne pour permettre aux familles d'y vivre, d'y rester, sans lourde infrastructure.

# 〉COTEAUX

- **SOCIAL**
  **Commander une étude pour définir l'identité des coteaux** Définir l'identité propre aux coteaux est le premier défi à relever, pour ensuite pouvoir y développer une vie locale, socialement et économiquement riche, qui donne envie d'y rester. Actuellement, la région est perçue comme «banlieue oubliée» et lieu de passage entre la plaine et la montagne. La définir est complexe, et valoriser ses caractéristiques (sociales, culturelles, économiques, naturelles, etc.) est un prérequis pour mettre en œuvre des projets pertinents, améliorant la qualité de vie et réduisant les besoins de mobilité. Autour d'une identité claire, faire vivre les coteaux sera possible en mettant l'accent sur:
  - maintenir et développer les activités économiques: entreprises, tourisme doux en toutes saisons, commerces
  - valoriser la culture: p.ex. événements culturels différenciés
  - créer du lien social: p. ex., aménager des espaces publics dédiés à la rencontre
  - valoriser le patrimoine naturel régional

- **MOBILITÉ**
  **Transport câblé**
  Réfléchir à un réseau de transport câblé, comme moyen de transport entre plaine, coteaux et stations, est au cœur de plusieurs «vieux» projets. Ré-étudier ces possibilités d'utilisation du transport câblé, à la lumière des besoins actuels de mobilité (pics de fréquentation, cadence, lignes prioritaires), et des innovations technologiques de ce type de transport. À mettre en corrélation avec des lieux de coworking en altitude, permettant de favoriser le télétravail quelques jours par semaine.
  **Repenser la mobilité horizontale dans les coteaux**
  Encourager la mobilité douce au sein, et entre, les communes des coteaux. Créer des chemins pédestres et des pistes cyclables, qui suivent les courbes de niveau. S'inspirer du modèle des bisses ou faire revivre les dévaloirs pour ne pas dénaturer les paysages.

# 〉PLAINE

- **AGRICULTURE**
  **Créer des projets pilotes**
  Changer l'agriculture du jour au lendemain n'est pas chose facile. Mais l'état peut favoriser la mise en place de projets pilotes, notamment autour de la permaculture, pour en vérifier la faisabilité et la capacité à produire dans nos régions. Ces connaissances, encore expérimentales, ont besoin d'un coup de pouce financier avant d'être concurrentielles avec l'agriculture traditionnelle.
  Le maraîchage périurbain nécessite également d'être exploré et nécessite un financement permettant d'expérimenter et de tirer les enseignements de telles expérimentations dans nos régions.

- **CONSTRUCTION**
  **Favoriser l'écoconstruction**
  Encourager financièrement l'utilisation de matériaux naturels dans la construction (bois, pierre) et l'isolation (laine de bois, paille, laine de mouton).
  Favoriser la présence de nature dans les villes et villages.

- **ÉDUCATION**
  **Éduquer à la nature**
  Donner du temps à l'école pour se connecter à notre environnement naturel et à l'agriculture, source de notre alimentation.
  S'appuyer sur la nature pour l'enseignement et prioriser le fait d'éduquer des humains et des citoyens plus que des ingénieurs et des techniciens.

- **MOBILITÉ**
  **Diminuer la mobilité carbonée**
  Créer une autoroute à vélo de bout en bout du Valais, rendre les gares attractives et favoriser le travail à distance, en créant des lieux de coworking répartis dans la plaine.

# VILLE

- **CITOYENNETÉ**
  **Créer des conseils de quartier**
  Encourager la citoyenneté et la démocratie en créant un échelon entre citoyens et élus communaux. Définir un champ d'autorité et une mission à des groupes de quartier, leur permettant d'initier des projets, de faire remonter de l'information aux élus.

- **BIODIVERSITÉ**
  **Agriculture urbaine**
  Encourager, favoriser et soutenir les actions et initiatives qui visent la production et l'autonomie alimentaire en ville (et environs).

## TOP 3 DES SOLUTIONS À EXPLORER

**Regroupement fait d'idées plus ou moins équivalentes, voici les trois pistes, projets ou souhaits qui semblent le plus porteurs pour les personnes ayant participé à cette journée.**

1

**CONSEILS DE QUARTIER**
Créer des conseils de quartier pour se reconnecter à la citoyenneté, la démocratie et notre capacité à agir.

2

**AGRICULTURE URBAINE**
Explorer et encourager l'agriculture urbaine et périurbaine, connectée à l'éducation.

3

**REPENSER LA MOBILITÉ DE LA MONTAGNE VERS LA PLAINE**
en passant par les coteaux, en favorisant les solutions collectives ou solidaires, comme le transport câblé, le co-voiturage et des pistes cyclables.

# CONCLUSION

Bien que l'échantillonnage de personnes présentes ne soit pas nécessairement représentatif de la population valaisanne, ni probablement assez nombreuse en regard du territoire couvert par les questions, les résultats sont cohérents avec d'autres interventions de ce type dans des contextes et des lieux différents.

## DES OUTILS DE CITOYENNETÉS PLUS ACCESSIBLES.

Nous avons la chance de vivre dans un pays dont le système démocratique est probablement l'un des plus participatifs. Malgré cela, il existe un désintérêt croissant pour la chose politique et ses institutions. De nombreux jeunes qui s'engagent aujourd'hui dans des revendications politiques ne croient plus à la capacité d'écoute des institutions. Le principe de majorité qui l'impose à une minorité est un concept qui devient gentiment dépassé, pour se transformer en quelque chose de plus inclusif.

Dans ce cadre-là, il n'est pas étonnant de voir resurgir le concept de «Conseils de quartier» ou de «Comités citoyens», qui permet une forme d'implication politique basée sur le lien, l'échange et la recherche de consensus. Aujourd'hui, les citoyens ont besoin de renouer avec leur pouvoir d'action par d'autres outils que l'initiative fédérale, et encourager cette implication ne peut qu'amener à créer une nouvelle génération de citoyens plus responsables et plus engagés.

## EXPÉRIMENTATION AGRICOLE ET ÉDUCATION

Notre société s'est à ce point déconnectée de la nature que de nombreuses personnes souhaitent aujourd'hui renouer ce lien et beaucoup s'engagent dans des projets ou adoptent des comportements qui les remettent en relation avec la magie de la vie que peut être l'agriculture. Prendre conscience de l'histoire d'une graine qui devient source de nourriture si elle est plantée au bon endroit avec soin et une source d'émerveillement que beaucoup souhaitent transmettre à nos enfants. Nos sociétés ont eu tendance, ces dernières années, à masquer cette réalité derrière de la technicité, qu'elle soit matérielle ou phytosanitaire, et beaucoup de gens se rendent compte aujourd'hui qu'ils ont perdu une partie d'eux-mêmes.
De ce fait, il est souhaitable d'encou-

rager dans le cursus éducatif cette connexion à la terre et permettre à des gens d'expérimenter l'agriculture même si elle n'est pas productiviste. Aujourd'hui, de nombreux freins administratifs existent pour qui veut acheter un terrain agricole sans être paysan ou faire l'école dans la forêt. Ces initiatives devraient non seulement être autorisées, mais encouragées pour ramener l'agriculture plus proche de nos maisons.

## REPENSER LA MOBILITÉ

Lorsqu'on parle de mobilité, la plupart des politiciens pensent développement d'infrastructures. Le grand oublié du développement de la mobilité est souvent le partage au sein d'une communauté. Que ce soit le car-sharing, le co-voiturage ou toute autre forme de mise en commun, ces solutions ont l'avantage d'engager les citoyens, de les responsabiliser et de recréer du lien et des structures auto-organisées.

Bien sûr, comme elles nécessitent plus d'engagement dans une société où l'on cherche de plus en plus la simplicité, elles doivent être encouragées et soutenues pour pouvoir exister. On peut penser que dans une logique de marché, il est normal que la solution la moins chère et la plus simple s'impose. Cependant, il est à considérer que de nombreuses externalités ne sont pas prises en compte dans le calcul du coût réel. Sans parler du coût écologique de la voiture individuelle, il y a le coût social d'une société où les gens sont de plus en plus seuls et déconnectés de leurs voisins.

Repenser le transport public est un premier pas positif, mais favoriser le transport coopératif reste une piste sous-estimée pour ses bienfaits sociaux.

**Altitude 1400** est une association fondée en 2007 en Valais, qui milite pour un développement territorial durable dans les Alpes, au service d'une vision économique et touristique de qualité. Depuis sa création, elle organise débats, expositions et prises de position sur des thèmes tels que les résidences secondaires, l'aménagement du territoire, le paysage et le tourisme.


## Avec les soutiens de

Ville de Sion
État du Valais

## Remerciements

Vincent Pellissier, Lucien Willemin, Bertrand Ducrey, Stéphanie Cristo, Laurence Vuagniaux, Éric Tilbury, Daniel Rossellat, Laurent Matthey, Stagecrafters, Intchié No, La Ferme Asile, et surtout à tous les participants pour leur collaboration active à cette première journée de Valais A-venir.

## Impressum

Rédaction: Keran, Instant Z, Altitude 1400
Illustrations: Instant Z
Conception graphique et photo couverture: etco.ch

Novembre 2020

**VALAIS A-VENIR**

Novembre 2020
www.altitude1400.ch